

Conversation européenne #13

Le 21 mai 2019

La crise de la vérité : la politique à l'heure des fake news

Avec

Sophie Chauvet, doctorante en science de l'information et de la communication et journaliste

Thomas Friang, responsable du plaidoyer chez Reporters sans frontières

Charles-Maxence Layet, journaliste scientifique et directeur de la publication d'Orbs

Édouard Gaudot, membre du conseil d'administration d'EuropaNova (modérateur)

Nos « conversations européennes » reposent sur l'idée que la démocratie est d'abord une conversation entre citoyens, sur un sujet « l'Europe », qui suscite toujours tellement de fantasmes qu'il faut le démystifier pour en faire un objet politique de tous les jours. En effet, **l'Europe est avant tout un cadre de l'action publique aussi légitime et ancien que la Ve République** ; il faut donc que chacun puisse se réapproprier la chose européenne. La démocratie repose sur la qualité de la parole publique. Quoi de plus dramatique que lorsque la parole publique commence à être dévalorisée, que la communication remplace le message et que l'impact de la forme l'emporte sur celui du fond ? Dans les opérations de désinformations, voire de mensonges, la parole publique s'affaiblit et avec elle la démocratie. Les exemples en ce sens se multiplient comme dans les campagnes menant à l'élection de Donald Trump ou le Brexit avec Cambridge Analytica.



Sophie Chauvet : « *La base pour lutter contre la désinformation, c'est de connaître ses sources* ».

Il importe tout d'abord de bien définir les mots : « *fake news* » est un terme confus qui a été récupéré par les acteurs politiques et publics pour accuser à tort et à travers ceux qui ont des divergences idéologiques. De plus, ce mot inclut plusieurs nuances : la **mésinformation, qui est de la mauvaise information, mais involontaire, et la désinformation, qui elle est réellement dangereuse**, car elle relève d'un effort

volontaire de semer la confusion chez les gens. En France, on parle depuis peu « **d'infox** », combinant le caractère faux de l'information avec l'effet toxique que cette dernière peut avoir. Cela peut prendre la forme de propagande en ligne, de titres trompeurs, d'images réutilisées ou encore des vidéos manipulées. **Sophie Chauvet** rappelle que la désinformation n'est pas un phénomène nouveau, il s'agit en effet d'une tactique politique existant depuis l'Antiquité. Si l'intention n'est pas nouvelle, l'arrivée d'internet et notamment

des réseaux sociaux ont provoqué un changement d'échelle ; diffusion de messages instantanés à des millions de personnes, tactiques de « *targetting* » très sophistiquées (publicité politique qui vise des personnes précises pour influencer leur vote), diversité et multitude des sources, algorithmes favorisant l'émotion et le sensationnel au détriment de la qualité, etc. Ce terrain est devenu potentiellement explosif et extrêmement polarisé, d'autant plus quand des acteurs malveillants utilisent les infox pour servir leurs propres fins.

Les acteurs politiques peuvent avoir un intérêt idéologique à promouvoir leur agenda comme le média *Russia Today* directement financé et contrôlé par le Kremlin en Russie. Il existe également un intérêt économique à faire de la désinformation grâce notamment aux

publicités qui s'affichent sur les sites, il est facile de gagner de l'argent en publiant du faux contenu.

La désinformation, qui passe par les réseaux sociaux, les médias et l'influence des pairs, pose la question de l'impact sur le vote et la décision des citoyens. Son incidence et son impact réel restent difficiles à mesurer et à évaluer. Parallèlement, la régulation des plateformes et des réseaux par des lois pose la question de la liberté d'expression. Il existe heureusement d'autres solutions, comme le **fact-checking** dans le domaine journalistique, **l'éducation des citoyens** à l'information qui doivent prendre l'habitude de vérifier les sources et responsabiliser leur consommation de médias avec une exigence de meilleure qualité.

Thomas Friang : « Grâce aux acteurs politiques, à une éthique des acteurs médiatiques et grâce à une responsabilité individuelle, nous pourrions résoudre la crise de la vérité ».

Une étude du *MIT media lab* estime que **la vitesse de circulation d'une infox est six fois plus élevée que celle d'une information fiable**. Il convient de considérer que le temps démocratique est un temps court, car si une information se propage plus rapidement qu'une autre, c'est toute la mécanique de l'espace public qui s'en trouve déstabilisée et déformée. La vitesse des fake news s'explique en partie par le fait que ces dernières jouent sur le ressort du sensationnel. Elles génèrent ainsi plus facilement des cliques et des partages et, grâce à ce vaste trafic, les fake news deviennent un véritable *business model* très rentable. Parce que nous sommes entrés dans cette logique de l'émotion et du spectacle, on observe en conséquence que,



de manière générale, les médias utilisent de plus en plus de titres accrocheurs et affriolants, grossissant le trait sans aller jusqu'à la fake news, pour générer du trafic. Du point de vue de *Reporter sans frontières*, Thomas Friang se dit alerté par la façon dont l'espace public, le débat et l'information évoluent et ce que cela peut impliquer pour la liberté d'expression et d'opinion, surtout pour notre capacité à former notre jugement en toute autonomie. Ce qui importe le plus à l'heure du digital c'est le « **fact & focus** » : établir l'information sur la base des faits et se concentrer sur l'information qui compte, ce qui peut être utile à un citoyen ou à un

décideur pour former son opinion et prendre une décision.

Si l'on parle aujourd'hui de crise de la vérité, nous pouvons nous appesantir sur les **opportunités que représente une telle crise**. La première opportunité est d'ouvrir un débat démocratique sur ce qu'est une **information de qualité dont nous avons besoin en tant que citoyens pour entreprendre, voter, consommer...** Il faut privilégier au terme de « fake news » celui « d'information manipulatoire » étant un mécanisme massifié artificiellement ayant vocation à tromper l'opinion afin que l'ensemble de l'offre de l'information soit tronqué et déformé. C'est donc l'occasion de se demander comment mieux informer les citoyens et de se demander ce que nous, citoyens, attendons de nos médias - tout en réinventant leurs modèles économiques pour qu'ils continuent à se rémunérer. La deuxième opportunité consiste à poser le débat de ce que doivent être à l'heure du numérique les grandes garanties démocratiques qui nous permettent d'exercer notre liberté d'opinion et d'expression. La « loi fake news », en France, est basée sur l'idée d'une régulation des contenus, mais cela pose la question des libertés et de la suppression illégitime d'informations fiables. Un mécanisme

institutionnalisé de lutte anti fake news pourrait être détourné par un pouvoir autoritaire pour supprimer certains contenus et donc battre en brèche la liberté d'expression. Plutôt que de réfléchir à comment ôter des contenus, il vaudrait mieux réfléchir à **l'équilibre entre libertés et régulation de l'espace public qu'il faut réinventer à l'heure du digital**. La troisième opportunité est l'espace extraordinaire qui s'ouvre ici pour **que l'Union européenne affirme ses valeurs à l'échelle internationale**. À titre d'exemple, le RGPD est une norme européenne protégeant nos données personnelles d'une exploitation par les commerciaux ou les politiques. Facebook a décidé de faire appliquer cette norme à la plateforme dans le monde entier, car elle répond, selon le géant américain, aux meilleurs standards démocratiques possible. C'est donc une réelle opportunité politique pour l'Union de devenir l'espace référence de protection des libertés fondamentales.

Ainsi, à l'heure du digital, beaucoup de **mécanismes administratifs et juridiques doivent être réinventés** grâce à la volonté politique, une éthique des acteurs médiatiques et une responsabilité individuelle afin de résoudre cette crise de la vérité.



Charles-Maxence Layet « Nous devons prendre conscience des pratiques des médias numériques pour pouvoir nous libérer des conditionnements et des impacts cognitifs de la surinformation ».

La revue Orbs insiste sur l'éthique et sur la restauration de la valeur de l'information. Nous faisons face aujourd'hui à des problématiques de surinformation, ce qui a un impact cognitif sur notre fonctionnement psychique et sur

notre mémoire. Cela se joue à un autre niveau que celui de notre raison et les fake news utilisent ce ressort : c'est ce qu'on appelle le cerveau limbique, en créant du sensationnalisme. Nous devons prendre conscience de nos conditionnements sous-jacents et de la cartographie de nos

croyances afin de prendre de la distance. Or il n'y a précisément plus de distance avec l'écran, toutes les informations passent par le même média et l'échelle de valeur diminue.

Les segments d'informations deviennent de plus en plus en courts et en 15 ans le temps moyen passé sur une page web a été divisé par deux. Nous sommes dans une logique de zapping, lisant peu et seulement les mots qui s'accrochent à nos yeux. L'enjeu primordial est celui de la **cyberéducation** afin de **ralentir l'information et d'exercer notre esprit critique** pour ne pas tomber dans le piège des fake news qui sont fondées sur le temps - toujours plus court - que nous consacrons à l'information et qui forcent le trait pour attirer notre attention.

De plus, il faut bien noter **que nous sommes - tous à part entière - des éléments de l'écosystème médiatique, car nous sommes tous des émetteurs d'informations**. En d'autres mots, nous avons un pouvoir d'influence, qui

s'exprime à travers l'écosystème numérique, mais nous ne sommes pas tous journalistes. Les médias font face aujourd'hui à un problème de confusion des genres ; par exemple, la publi-information qui mélange la publicité et l'information, ou les placements de produits qui sont devenus de véritables *business models* des influenceurs. Cela joue sur la notion de « **post-vérité** », élu par ailleurs mot de l'année en 2016, qui renvoie aux circonstances dans lesquelles les faits réels ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels aux émotions et aux opinions personnelles, induisant un rapport de force de même plan entre le subjectif et l'objectif.

Les grands pôles de ce débat sont donc : d'un côté l'écosystème numérique et l'éthique de l'information, de l'autre la cyberéducation populaire et la police de la pensée. Toutefois, ce qui prime avant toute chose, c'est **l'éducation numérique** si l'on veut espérer endiguer la crise de la vérité.



Édouard Gaudot rappelle que la question des moyens de notre démocratie, c'est-à-dire la structure économique des médias est en effet à interroger : jusqu'où l'objectif d'informer les citoyens est-il compatible avec l'objectif mercantile ? Il faut également retenir l'importance de la transparence, des sources et de la lenteur de l'information. Cette dernière, comme son nom l'indique, est *informe*, et

donc aura la forme que nous lui donnerons. Il est dès lors primordial de prendre conscience que chacun a son rôle à jouer dans cet écosystème médiatique et numérique.

Le public questionne tout d'abord les programmes systématiques de désinformations et le phénomène des *psy wars* (guerres psychologiques) pour formater l'opinion publique. **Sophie Chauvet** donne l'exemple du Brésil où Jair

Bolsonaro est soupçonné d'avoir fait diffuser en masse des fake news pour contrer ses adversaires. **Charles-Maxence Layet** rappelle que les *psy-wars* existent au moins depuis les tracts en papiers utilisés pendant les guerres, les Américains les ont

utilisés pendant la guerre du Vietnam ou après les premiers essais nucléaires. Selon **Thomas Friang**, nul besoin d'être un régime autoritaire et antidémocratique pour faire une guerre de l'information. **Édouard Gaudot** souligne que le véritable danger est

Pourquoi les **théories du complot** sont-elles si populaires chez les jeunes ? Selon **Sophie Chauvet**, elles sont si attrayantes pour les jeunes, car elles proposent un *storytelling* passionnant dans un monde de plus en plus complexe. Pour les jeunes en manque de repères, cela peut être séduisant. **Thomas Friang** revient sur la distinction essentielle entre la narration et le journalisme ; la première relevant de l'invention, la seconde relevant d'une information fiable à délivrer. Et nous devons valoriser ces informations fiables, celles dont les sources ont été vérifiées, croisées, comparées et mises en perspective. Pour **Charles-Maxence Layet**, la méthode du *fact-checking* est importante, mais nous devons rester prudents. Il importe de veiller à ne pas tomber dans le culte de « l'information officielle », sortant d'un ministère par exemple, qui censurerait toutes les autres informations. Quant au conspirationnisme, les théories du complot

Pour conclure, **Charles-Maxence Layet** nous rappelle que l'information est un bien commun qui nous permet aussi d'exercer nos libertés fondamentales, tactiquement nous sommes capables d'agir, mais stratégiquement nous avons besoin de nous mobiliser massivement contre la manipulation de l'information. **Sophie Chauvet** souligne que nous devons aussi questionner le média par lequel passe l'information, qui lui donne une forme plus ou moins différente. Enfin **Édouard Gaudot**, nous invite à méditer cette crise et notre rapport à la vérité ainsi que la manière dont nous appréhendons l'information.

celui de la division intérieure, car c'est sur les braises de la zizanie que soufflent les désinformations. La vraie menace est d'abord dans notre rapport à la vérité, à la démocratie et à notre société.

relèvent de l'irrationnel et chaque argument est réinterprété et conforte la conviction de ceux qui y croient, sans remise en doute ni esprit critique. **Thomas Friang** insiste sur **l'impératif d'humilité**, car la question de la crise de la vérité nous rappelle que les journalistes, de même que les philosophes, prétendent rarement être en mesure d'établir la vérité. Ils doivent plutôt être envisagés comme concourant à notre capacité à comprendre le monde. En épistémologie il existe par ailleurs deux écoles : celle de Karl Popper affirmant que toute vérité est acquise jusqu'à ce qu'elle soit démontrée comme étant fausse, ce qui permet de mettre en débat et d'endiguer le complot par exemple ; et la seconde, celle du *sense making* qui induit de construire une information qui fasse sens et qui nourrisse notre réflexion. Cependant nous devons, en tant que citoyens, rester très humbles dans notre recherche de la vérité.